



Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. générale
16 janvier 2012
Français
Original: anglais

Groupe d'examen de l'application

Troisième session

Vienne, 18-22 juin 2012

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

Examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption

Résumés analytiques

Note du Secrétariat

Additif

Table des matières

	<i>Page</i>
II. Résumés analytiques	2
Bulgarie	2
Indonésie	13

* CAC/COSP/IRG/2012/1.



II. Résumés analytiques

Bulgarie

Système juridique

La Convention des Nations unies contre la corruption a été signée le 10 décembre 2003 et ratifiée par l'Assemblée nationale le 15 août 2006. Selon le paragraphe 4 de l'article 5 de la Constitution, "les traités internationaux, ratifiés conformément à la procédure constitutionnelle, promulgués et ayant pris effet dans la République de Bulgarie font partie intégrante du droit interne du pays et ont préséance sur les normes internes qui les contredisent". Cette règle est systématiquement appliquée par les tribunaux bulgares. En principe, les autorités bulgares compétentes peuvent appliquer directement les dispositions de la Convention contre la corruption, à l'exception de celles qui ont trait à l'incrimination.

Conclusions générales

Des efforts considérables ont été faits pour réformer le système juridique, et plus particulièrement pénal, de la Bulgarie, afin de lutter contre la corruption. Ces réformes sont aussi la résultante de l'évaluation faite des initiatives anticorruption par d'autres mécanismes internationaux et régionaux qui avaient pour mandat d'étudier les questions liées à la corruption ou à la lutte contre la corruption (Groupe d'États contre la corruption et Comité MONEYVAL du Conseil de l'Europe, Groupe de travail sur la corruption dans les transactions commerciales internationales de l'OCDE, Mécanisme de coopération et de vérification de la Commission européenne).

En conséquence, la Bulgarie a apporté plusieurs améliorations importantes à ses procédures pénales contre la corruption et peut démontrer qu'elle a augmenté le nombre de mises en examen pour les cas de corruption de haut niveau, bien que rares soient encore les procédures judiciaires qui ont abouti.

Le cadre institutionnel mis en place pour lutter contre la corruption a pour piliers deux organes principaux: la Commission pour la prévention et la lutte contre la corruption (CPCC), créée en 2006, et le Centre pour la prévention et la lutte contre la corruption et la criminalité organisée (BORKOR). Ce dernier est encore en cours d'établissement. La Commission est chargée de coordonner l'application des politiques de lutte contre la corruption dans le cadre de la Stratégie nationale de lutte contre la corruption et son plan d'action, adoptés respectivement en 2009 et 2010. Le Centre aura pour principales tâches d'effectuer des analyses, de planifier et de mettre au point des mesures visant à prévenir les pratiques de corruption.

Le principal défi à relever dans les années à venir sera de veiller à ce que les réformes juridiques s'accompagnent de réformes administratives visant à améliorer la coopération interinstitutions et à promouvoir une application efficace des lois pertinentes. Pour réussir dans la lutte contre la corruption, il sera également essentiel d'identifier des moyens de résoudre le problème des retards dans les enquêtes et les procédures judiciaires, qui peuvent entraver les efforts faits pour réduire le nombre d'infractions liées à la corruption. Au niveau des politiques, la

lutte devrait bénéficier d'une rationalisation et d'une meilleure coordination des mécanismes de collecte des données et statistiques pertinentes, nécessaires pour élaborer des stratégies appropriées de prévention de la criminalité et de justice pénale.

Sur le plan législatif, le défi consiste à faire en sorte que les travaux du groupe de travail chargé de l'élaboration d'un nouveau code pénal, entamés en novembre 2009, donnent des résultats substantiels. À cet égard, les autorités bulgares se félicitent que l'UNODC soit disposé, si nécessaire et sur demande, à partager ses connaissances spécialisées et offrir des conseils dans le domaine législatif pour soutenir le groupe de travail dans ses délibérations et ses travaux.

Incrimination, détection et répression

Incrimination

Les dispositions des lois bulgares qui incriminent les actes liés à la corruption ont déjà été modifiées à plusieurs reprises pour les rendre conformes aux normes anticorruption internationales. À cet égard, les dispositions de fond du cadre juridique bulgare relatives à l'incrimination sont, dans une large mesure, conformes aux exigences énoncées dans la Convention des Nations Unies contre la corruption. La majorité des infractions prévues dans la Convention ont été créées dans le Code pénal. La soustraction de biens dans le secteur privé n'y figure pas comme infraction distincte mais donne lieu à des poursuites par analogie, sur la base des dispositions correspondantes relatives à la soustraction de biens dans le secteur public, compte étant tenu de la qualité d'agent public de la personne au sens de l'article 93 du Code pénal, ainsi que de la nature non publique des biens soustraits.

De même, l'enrichissement illicite ne constitue pas une infraction à part entière. Les restrictions constitutionnelles relatives à la présomption d'innocence jusqu'à ce que la culpabilité soit légalement établie font obstacle à l'application de l'article 20 de la Convention en droit bulgare. Et l'inclusion d'une telle infraction dans une future version révisée du Code pénal n'est pas envisagée. Dans un contexte plus général, cependant, la notion d'acquisition de gains illégaux découlant d'actes criminels liés à la corruption peut entraîner des sanctions sur les biens, y compris la saisie et la confiscation du produit du crime ou des biens provenant de la commission des actes criminels ou utilisés pour les commettre. Les textes législatifs en vigueur sur la déclaration de patrimoine et les conflits d'intérêts couvrent un large éventail de "personnes occupant une charge publique" et prévoient des sanctions administratives.

Le terme "agent public" est, en droit bulgare, défini de façon large comme "tout agent public occupant un poste officiel à responsabilité". Quant à la nature de "l'avantage indu", il n'est pas fait de distinction entre les paiements et cadeaux reçus sur la base de leur montant ou valeur: un pot-de-vin, même d'un faible montant, est sanctionné.

Les examinateurs ont appelé l'attention des autorités bulgares sur les points suivants:

- Il est nécessaire de définir l'infraction de corruption active dans le secteur public de même, pour des raisons de cohérence, que celle de trafic d'influence,

de telle façon qu'elles couvrent expressément et sans équivoque les cas dans lesquels l'avantage n'est pas destiné à l'agent public lui-même mais à un tiers (tiers bénéficiaire), qu'il s'agisse d'une personne physique ou morale. Pour cette question, l'équipe d'examineurs a tenu compte des travaux en cours du Groupe de travail sur l'élaboration d'un nouveau code pénal et exprimé l'espoir que le Groupe prendrait des mesures appropriées pour clarifier l'application de la notion de tiers bénéficiaire également dans les cas de corruption active et de trafic d'influence.

- En outre, l'incrimination de l'intermédiation au titre de l'article 305a du Code pénal a été considérée comme un reliquat de l'ancienne législation bulgare, devenu redondant après la modification du Code pénal bulgare en 2002, par laquelle tous les actes de corruption constituent désormais des éléments objectifs de l'infraction pertinente; en outre, le champ d'application de cette incrimination ne s'étend plus qu'aux cas où un pot-de-vin donné à un intermédiaire n'a pas été transmis. Les remarques de l'équipe d'examineurs ont été faites en tenant compte des travaux du Groupe de travail sur le nouveau code pénal et dans le but de les faciliter.
- Des efforts supplémentaires visant à préciser l'interprétation du droit interne pourraient demeurer nécessaires afin de bien établir la différence entre les éléments objectifs de la corruption active et de la corruption passive, d'une part, et les tentatives de corruption, d'autre part, ainsi que pour préciser l'interprétation des amendements législatifs relatifs à l'inclusion des avantages à la fois matériels et non matériels dans les dispositions du Code pénal relatives à la corruption.

La loi bulgare ne limite pas la liste des infractions principales à la suite desquelles un produit est généré, qui est susceptible de devenir l'objet d'une infraction de blanchiment d'argent. La disposition pertinente du Code pénal considère tous les types d'infractions, de nature tant pénale qu'administrative, comme une infraction principale, quelle qu'en soit la gravité, allant ainsi au-delà des exigences de la Convention des Nations unies contre la corruption.

Les autorités bulgares ont indiqué que la disposition législative existante sur le blanchiment d'argent (art. 253) est rédigée en termes généraux et autorise l'engagement de poursuites et l'application de peines à une même personne à la fois pour l'infraction principale et pour le blanchiment du produit de cette infraction.

Bien qu'ayant pris note des efforts considérables consentis par la Bulgarie pour mettre son système juridique national en conformité avec les dispositions de la Convention des Nations Unies contre la corruption dans le domaine de l'incrimination, les examineurs ont estimé que des améliorations restaient nécessaires et, à cet égard, ont attiré l'attention des autorités compétentes sur les questions suivantes:

- Nécessité de reconsidérer l'utilité du maintien d'une disposition autonome sur l'incrimination de l'intermédiation en cas de corruption et, le cas échéant, de trafic d'influence. Il faudrait, à cet égard, étudier la possibilité d'apporter des modifications aux dispositions pertinentes sur la corruption et le trafic d'influence de manière à y inclure expressément les termes "directement ou indirectement" conformément à la Convention des Nations Unies contre la corruption;

- Nécessité d’interpréter les infractions de corruption active dans le secteur public et de trafic d’influence de manière à y englober sans ambiguïté les cas où l’avantage n’est pas destiné à l’agent public lui-même mais à une tierce personne (tiers bénéficiaire);
- Nécessité de continuer de clarifier l’interprétation de la législation nationale concernant l’inclusion des avantages tant matériels que non matériels dans les dispositions du Code pénal relatives à la corruption;
- Nécessité de continuer à préciser l’interprétation de la législation nationale de façon à bien établir la différence entre les éléments objectifs de la corruption active et passive, d’une part, et la tentative de corruption, d’autre part, et déterminer ainsi si les dispositions sur la tentative sont – en principe – devenues obsolètes également dans la pratique judiciaire;
- Systématiser, lorsque cela est jugé nécessaire et compte tenu du caractère facultatif de l’article 28 de la Convention des Nations Unies contre la corruption ainsi que de la jurisprudence nationale pertinente, les renseignements relatifs à la manière dont les preuves directes ou circonstancielles sont présentées aux tribunaux et évaluées par les juges, et faire le meilleur usage possible de ces renseignements;
- Nécessité de continuer, lorsque cela est jugé nécessaire, à clarifier l’interprétation de la législation pour élargir le champ d’application de l’article 206 du Code pénal conformément à l’article 22 de la Convention des Nations Unies contre la corruption, de manière à y inclure comme objet de détournement dans le secteur privé “tous biens, tous fonds ou valeurs privés ou toute autre chose de valeur” et non pas seulement un bien meuble;
- Nécessité de veiller à ce que soient remises au Secrétaire général de l’Organisation des Nations Unies une copie des lois donnant effet à l’article 23 de la Convention des Nations Unies contre la corruption (blanchiment du produit du crime) ainsi qu’une copie de toute modification ultérieurement apportées à ces lois ou une description de ces lois ou modifications ultérieures.

Les autorités bulgares ont indiqué que l’application de l’article 282 du Code pénal (abus de confiance) constituait un défi car cet article avait été conçu pour d’autres systèmes sociopolitiques et d’autres conditions économiques, et n’était donc pas applicable lorsque l’avantage était destiné à des personnes morales basées sur des capitaux privés. Les affaires relevant de l’article 282 sont souvent classées sans suite ou donnent lieu à des acquittements dans la pratique judiciaire établie afin d’exclure la responsabilité d’un grand nombre de personnes qui ne rentrent pas dans la catégorie des “agents publics”. Il est donc nécessaire d’adopter une nouvelle approche pénale et une nouvelle réglementation pour les infractions commises dans l’exercice d’une fonction officielle.

Détection et répression

Il apparaît que les sanctions applicables aux personnes ayant commis des infractions de corruption dans le secteur public sont suffisamment dissuasives compte tenu de la peine maximale applicable. Une amende peut toujours être imposée en tant que sanction supplémentaire. Le droit pénal général prévoit un minimum légal pour ces sanctions. Les peines maximales applicables aux infractions de corruption commises

dans le secteur privé sont moins sévères que celles applicables aux infractions commises par des agents publics, mais restent dans la fourchette moyenne des peines. Des sanctions supplémentaires, comme la confiscation de biens ou la privation de certains droits, peuvent aussi être infligées.

Il a été constaté que la législation bulgare était, dans l'ensemble, conforme à l'article 29 de la Convention des Nations Unies contre la corruption relatif à la prescription, même si l'on ne disposait pas d'informations vraiment détaillées sur le régime de prescription applicable aux personnes morales en droit civil et en droit administratif, ni sur la suspension du délai de prescription dans les affaires où l'auteur présumé de l'infraction s'était soustrait à la justice.

La Bulgarie a choisi de mettre en place un cadre juridique pour établir la responsabilité administrative des personnes morales participant à la commission d'infractions visées par la Convention des Nations Unies contre la corruption. Elle a fait savoir que, malgré le manque d'informations statistiques sur l'application des peines, elle estimait que, dans la pratique, les sanctions pécuniaires à l'encontre des personnes morales étaient suffisamment efficaces, proportionnées et dissuasives, compte tenu notamment du niveau relativement bas des revenus. En outre, la loi dispose expressément que les sanctions ne peuvent être inférieures à la valeur économique de l'avantage, mais celles-ci sont en général légèrement inférieures au niveau auquel on pourrait généralement s'attendre. Les experts de l'État ont donc suggéré aux autorités nationales d'étudier la possibilité d'accroître le niveau des sanctions pécuniaires à l'encontre des personnes morales ayant commis des infractions, dans les affaires où l'avantage qu'elles tirent de la corruption d'agents publics étrangers n'était pas un "bien" ou si la valeur de l'avantage ne pouvait être établie avec certitude.

La Constitution bulgare indique les personnes jouissant de l'immunité de poursuites pénales dans l'exercice de leurs fonctions, à savoir le Président et le Vice-Président de la République (sauf en cas de haute trahison ou de violation de la Constitution); les membres du Parlement national (sauf en cas d'infraction pénale grave); les membres de la Cour constitutionnelle; et les candidats aux élections parlementaires présidentielles et locales et à l'élection au Parlement européen (sauf en cas d'infraction pénale grave).

La Constitution bulgare prévoit explicitement l'indépendance des autorités judiciaires. Elle garantit notamment l'indépendance du Bureau du Procureur, qui fait partie du système judiciaire et le protège de l'influence de facteurs extérieurs pouvant compromettre l'exercice légal et impartial de ses fonctions et pouvoirs. Les pouvoirs du Procureur sont énoncés dans la Constitution, la loi sur le système judiciaire et le Code de procédure pénale, qui spécifient les conditions dans lesquelles des poursuites peuvent être engagées et ne confèrent aucun pouvoir discrétionnaire au Procureur dans l'exercice de ses fonctions et pouvoirs.

Des départements spécifiquement chargés de la lutte contre la corruption ont été créés au sein du Bureau du Procureur. Depuis 2009, la loi sur le système judiciaire permet au Procureur en chef, ainsi qu'aux responsables de ministères et d'institutions de l'État, de créer des unités interdépartementales spécialisées qui contribuent aux enquêtes selon la procédure déterminée par un procureur choisi par le Procureur en chef.

Reconnaissant les lacunes actuelles de la pratique judiciaire, la nouvelle stratégie de réforme du système judiciaire bulgare met particulièrement l'accent sur le renforcement des institutions et la mobilisation des moyens du système judiciaire pour accroître la qualité de la justice et l'efficacité du système. Elle s'articule autour de trois objectifs prioritaires: améliorer la gestion et la gouvernance au sein du système judiciaire; placer les citoyens au cœur du système; et lutter contre la corruption dans le système. Elle a reçu un large appui des responsables politiques, des autorités judiciaires et de la société civile. Son succès dépendra de sa mise en œuvre effective par toutes les institutions concernées.

Les mesures visant à combler les lacunes en matière de responsabilité des magistrats sont primordiales. Lors de récents cas présumés de corruption, de trafic d'influence et d'irrégularités de gestion dans le système judiciaire, on a noté que les autorités exerçant des pouvoirs disciplinaires et judiciaires avaient pris des mesures concrètes. Les autorités bulgares sont encouragées à s'inspirer de ces mesures et à continuer d'accroître la responsabilité des magistrats en mettant en œuvre de manière cohérente et rigoureuse tous les moyens juridiques et disciplinaires pour sanctionner la corruption.

Les réformes menées au sein du Ministère de l'intérieur visaient à lui permettre de lutter plus efficacement contre la corruption. On a mis en œuvre les moyens institutionnels nécessaires pour prévenir, détecter et intercepter les activités de corruption et enquêter à leur sujet en créant trois directions spécialisées. En vertu du Code pénal, le Ministère de l'intérieur est habilité à enquêter sur 97 % des infractions pénales. Les dernières modifications apportées au Code de procédure pénale, entrées en vigueur en mai 2010, ont encore renforcé les moyens d'enquête de ce Ministère.

Par la loi relative à la confiscation des produits du crime de 2005, la Bulgarie a mis en place un cadre juridique pour geler et confisquer les produits du crime. La plupart des infractions visées par la Convention des Nations Unies contre la corruption entrent dans le champ d'application de cette loi, à l'exception de celles commises dans le secteur privé. Une Commission chargée d'établir les biens provenant d'activités criminelles a été créée en vertu de la loi afin de garantir l'efficacité des mesures pertinentes prévues. Elle a engagé 21 procédures pour déterminer les biens appartenant aux personnes ayant commis une infraction visée par la Convention.

Conformément au Code de procédure pénale et à la loi sur la protection des personnes menacées dans le contexte d'une procédure pénale, adoptée en 2004, des procédures de protection des témoins sont appliquées dans le cadre des procédures pénales.

Seule la loi sur la prévention et la divulgation des conflits d'intérêts, adoptée en 2008, énonce des règles relatives à la protection des personnes dénonçant des abus, mais elle ne contient pas de dispositions détaillées sur la protection des personnes communiquant des informations pertinentes sur des actes de corruption. De telles dispositions appuieraient considérablement les efforts faits par la Bulgarie pour prévenir et détecter la corruption; il est donc vivement recommandé d'en adopter.

Les autorités bulgares ont donné comme exemple de bonne pratique la manière dont la législation prévoyait des mécanismes permettant aux personnes ayant subi un

préjudice lié à une infraction d'engager des poursuites judiciaires contre son auteur. Il est possible d'engager une action civile contre le défendeur et/ou les personnes civilement responsables des actes qu'il a commis. Une indemnisation doit alors être versée, que le préjudice subi soit de nature matérielle ou immatérielle. La victime peut uniquement se constituer partie civile dans le contexte de la procédure judiciaire ou de l'instruction.

La coopération de l'auteur d'une infraction de corruption avec les services de détection et de répression est considérée comme une circonstance atténuante au pénal. Une disposition spéciale du Code pénal sur la corruption active établit que toute personne ayant offert, promis ou donné un pot-de-vin n'est pas punie si elle a été soumise à un chantage par un agent public, un arbitre ou un expert ou si elle a immédiatement informé les autorités de manière volontaire. La disposition sur le blanchiment d'argent prévoit une approche similaire: l'auteur d'une infraction de blanchiment d'argent n'est pas puni s'il met un terme à sa participation à l'infraction avant qu'elle ne soit totalement accomplie et en informe les autorités.

Le secret bancaire peut être levé sur autorisation de la juridiction compétente et lorsqu'il existe des preuves des infractions pénales commises, y compris des infractions de corruption. Étant donné les délais parfois longs d'obtention d'un mandat pour la levée du secret bancaire, on pourrait envisager d'assouplir les normes et procédures pertinentes, en tenant compte de l'approche globale de la législation nationale en ce qui concerne l'autorité compétente pour délivrer les autorisations.

Les règles régissant la compétence pénale énoncées dans le Code pénal s'appliquent à toutes les infractions de corruption et de trafic d'influence. Cette compétence couvre les actes commis sur le territoire bulgare, ceux commis par des ressortissants bulgares, ceux commis par des étrangers hors du territoire bulgare mais lésant les intérêts de la République de Bulgarie ou d'un citoyen bulgare et ceux commis par des étrangers hors du territoire bulgare chaque fois que cela est prévu dans un accord international auquel la Bulgarie est partie. La compétence s'étend aussi aux infractions commises en partie seulement en Bulgarie.

Dans l'ensemble, s'agissant des prescriptions de la Convention des Nations Unies contre la corruption relatives à la détection et à la répression, les suggestions complémentaires suivantes ont été faites:

- Étudier la possibilité de relever le niveau des sanctions pécuniaires à l'encontre des personnes morales, dans les affaires où l'avantage découlant de la corruption d'agents publics étrangers n'est pas un "bien", ou si la valeur de l'avantage ne peut être établie avec certitude;
- Étudier la possibilité de créer un système global de protection des personnes signalant aux autorités compétentes, de bonne foi et sur la base de soupçons raisonnables, tous faits concernant les infractions visées par la Convention. À cet égard, il conviendrait d'examiner les mesures suivantes:
 - Élaborer une vaste législation pertinente pour traiter des questions telles que la reconnaissance institutionnelle de l'acte de signalement, la protection de la carrière des personnes signalant des cas de corruption et la fourniture d'un soutien psychologique à ces

personnes, ainsi que leur transfert au sein de la même organisation ou vers une organisation différente; et

- Améliorer la formation des agents publics au signalement de cas présumés de corruption au sein de l'administration publique;
- Envisager d'étendre le champ d'application des textes législatifs régissant l'allègement des peines et/ou l'exonération de la responsabilité pénale des personnes collaborant avec les services de détection et de répression afin qu'ils couvrent un plus large éventail d'infractions visées par la Convention, et pas seulement celles de corruption active et de blanchiment d'argent;
- Étudier la possibilité de conclure, conformément au droit interne, des accords ou arrangements avec d'autres États parties permettant aux services de détection et de répression de ces États de proposer d'alléger les sanctions en cas de coopération étroite concernant des infractions de corruption;
- Envisager d'étendre le champ d'application de la loi sur la confiscation des produits du crime à la corruption dans le secteur privé;
- Veiller à ce que toutes les mesures voulues soient en place pour renforcer encore la bonne administration des biens gelés, saisis ou confisqués provenant de la commission d'infractions créées dans le droit interne conformément à la Convention ou utilisés – ou destinés à être utilisés – pour commettre de telles infractions;
- Au besoin, clarifier à nouveau les textes législatifs régissant la mutation d'agents publics accusés d'avoir commis une infraction de corruption visée par la Convention, en gardant à l'esprit le principe de présomption d'innocence;
- S'assurer que les autorités compétentes ont à l'esprit la gravité des infractions de corruption lorsqu'elles envisagent l'éventualité d'une libération anticipée ou conditionnelle de personnes reconnues coupables de ces infractions;
- Continuer de combattre la corruption à l'échelle nationale par le biais d'organes de détection et de répression indépendants en axant les efforts, en particulier, sur le règlement des problèmes d'application rencontrés dans ce domaine et sur le renforcement de la responsabilité des magistrats par une application cohérente et rigoureuse de tous les moyens juridiques et disciplinaires permettant de sanctionner la corruption;
- Assouplir les conditions de forme pour l'obtention d'une autorisation de levée du secret bancaire dans les enquêtes nationales sur les affaires de corruption.

Coopération internationale

Bien que la Convention des Nations Unies contre la corruption soit directement applicable en Bulgarie, les dispositions qui ne sont pas "automatiquement applicables" posent quelques problèmes. À cet égard, le pays devrait continuer d'étudier si certaines dispositions de la Convention requièrent une législation leur donnant effet pour devenir opérationnelles.

Extradition

La Bulgarie a mis en place un système d'extradition à deux niveaux. Pour la remise de fugitifs à d'autres États membres de l'Union européenne, elle applique la décision-cadre du Conseil du 13 juin 2002 relative au mandat d'arrêt européen et aux procédures de remise entre États membres. Cette décision-cadre a été transposée dans le droit interne bulgare par une loi ad hoc adoptée en 2005, tandis que la partie de la loi sur l'exécution des mandats d'arrêt européens est entrée en vigueur après l'adhésion de la Bulgarie à l'Union européenne.

Pour la remise de fugitifs à d'autres pays, bien que la Bulgarie ne subordonne pas l'extradition à l'existence d'un traité, elle est liée par des traités multilatéraux, tels que la Convention européenne d'extradition du Conseil de l'Europe et ses deux Protocoles additionnels et la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée. Elle a aussi conclu des accords bilatéraux sur l'extradition avec l'Espagne, l'Azerbaïdjan, la Chine, l'Arménie, le Liban, l'Ouzbékistan, l'Inde, les États-Unis d'Amérique et la Corée du Sud.

La Bulgarie reconnaît la Convention des Nations Unies contre la corruption en tant que fondement juridique de l'extradition, bien qu'aucune demande en ce sens n'ait été faite. En l'absence de traité international, la législation nationale sur l'extradition s'applique sur la base de la réciprocité.

La double incrimination est toujours une condition préalable à l'extradition, sauf en cas d'exécution d'un mandat d'arrêt européen, la décision-cadre supprimant cette condition pour un très large éventail d'infractions, y compris celles de corruption.

La Bulgarie n'autorise la remise de ses ressortissants que sur la base d'un mandat d'arrêt européen à condition que la personne recherchée soit, après son jugement dans l'État d'émission, renvoyée en Bulgarie pour y purger la peine ou la mesure de sûreté privative de liberté prononcée à son encontre.

Lorsque les autorités bulgares refusent d'extrader un fugitif aux fins d'exécution d'une peine, pour des raisons de nationalité uniquement, elles sont tenues, en vertu de la législation nationale, de soumettre le dossier au procureur compétent pour l'exercice de poursuites pénales s'il y a lieu. Il est en outre courant, lorsqu'elles reçoivent une demande d'extradition, que les autorités bulgares indiquent à l'État requérant qu'il doit présenter une demande de valeur internationale du jugement en vertu de la Convention européenne sur la valeur internationale des jugements répressifs du Conseil de l'Europe.

Dans la pratique, des demandes d'extradition ont été rejetées, par exemple lorsque la sanction était déjà prescrite ou que l'infraction revêtait un caractère politique.

En règle générale, lorsque la Bulgarie reçoit une demande d'extradition, la procédure peut durer jusqu'à deux ou trois mois, sauf dans les affaires complexes, et est toujours fonction de la coopération de l'État requérant. S'agissant de l'exécution des mandats d'arrêt européens, la législation nationale prévoit des délais plus courts, l'ensemble de la procédure devant s'achever dans les 60 jours.

Entraide judiciaire

L'entraide judiciaire en matière pénale est accordée conformément aux dispositions du Code de procédure pénale, qui contient une liste non exhaustive des types

d'assistance pouvant être fournis lors d'enquêtes, de poursuites et de procédures judiciaires. La portée de l'entraide judiciaire n'est pas limitée par la loi et couvre toutes les autres formes d'assistance judiciaire pouvant être fournies en application des accords internationaux auxquels la Bulgarie est partie ou sur la base de la réciprocité. Une assistance peut également être fournie pour les questions de caractère civil et administratif pouvant donner lieu à des procédures pénales. Les dispositions de la Convention des Nations Unies contre la corruption relatives à l'entraide judiciaire sont directement applicables en vertu du paragraphe 4 de l'article 5 de la Constitution bulgare. Le pays a conclu des accords bilatéraux d'entraide judiciaire avec les États-Unis d'Amérique et la Corée du Sud.

Le Code de procédure pénale énumère les motifs de rejet d'une demande d'entraide judiciaire, le secret bancaire n'en faisant pas partie. De plus, la double incrimination n'est pas une condition préalable à la fourniture d'une assistance.

Le Ministère de la justice est l'autorité centrale désignée pour traiter les demandes d'entraide pertinentes. Celles-ci doivent être traduites en bulgare ou en anglais.

Jusqu'à présent, aucune demande d'entraide judiciaire reposant explicitement sur la Convention des Nations Unies contre la corruption n'a été présentée. Le système unifié d'information, mis en place en 2008, garantit l'enregistrement de toutes les demandes. En revanche, il est difficile d'obtenir des informations pour la période précédant la création de ce système.

Les délais de traitement des demandes d'entraide judiciaire varient en fonction des instruments internationaux applicables, du type d'assistance et de la complexité de l'affaire. Ils sont en moyenne de quatre à six mois.

Un groupe de travail spécial a modifié des dispositions du Code de procédure pénale relatives à l'entraide judiciaire en matière pénale après avoir analysé de manière approfondie les accords internationaux de coopération internationale en matière pénale auxquels la Bulgarie était partie. Plus particulièrement, le pays a adopté des mesures pour appliquer dans la pratique les prescriptions de l'article 46 de la Convention des Nations Unies contre la corruption.

Autres formes de coopération internationale

Le transfèrement des personnes condamnées est régi par les instruments suivants: conventions multilatérales portant sur des points particuliers que la Bulgarie est tenue de respecter (Convention sur le transfèrement des personnes condamnées du Conseil de l'Europe et son Protocole additionnel) ou accords contenant des dispositions relatives à cette forme de coopération, tels que la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et la Convention des Nations Unies contre la corruption; droit dérivé de l'Union européenne; accords bilatéraux, comme ceux conclus avec la Turquie et le Liban; et législation nationale (Code de procédure pénale). En l'absence d'accords internationaux, les personnes condamnées peuvent être transférées sur la base de la réciprocité.

Les dispositions sur le transfert des procédures pénales ont été évaluées et modifiées à l'issue des travaux du groupe de travail spécial sur la modification du Code de procédure pénale. Aucun cas de transfert reposant sur la Convention des Nations Unies contre la corruption n'a été enregistré.

La Bulgarie a fait état du rôle central joué par le Ministère de la justice pour faciliter et coordonner la coopération en matière de détection et de répression. Les voies utilisées par le pays à cette fin sont le Réseau judiciaire européen, Eurojust, Europol et INTERPOL. On a aussi créé des voies de communication directes entre les services de poursuite nationaux et leurs homologues étrangers afin de faciliter un échange d'informations rapide et sûr.

Au cours de la période 2003-2010, la Bulgarie a signé des accords bilatéraux relatifs à la coopération policière avec la Bosnie-Herzégovine, la Roumanie (l'accent étant mis sur la prévention de la corruption et les mesures de lutte contre celle-ci), la Fédération de Russie, la Pologne et l'Autriche.

La Convention des Nations Unies contre la corruption est considérée comme un fondement juridique de la coopération, ses dispositions s'appliquant en l'absence d'accords bilatéraux. La Bulgarie est partie à une série d'accords multilatéraux qui constituent le cadre juridique nécessaire pour mener des enquêtes conjointes dans plus d'un pays. En outre, des accords bilatéraux ont été conclus avec l'Allemagne, la Belgique, l'Espagne, la France, la Norvège, la Roumanie, la Turquie et le Royaume-Uni aux fins d'enquêtes conjointes. Des accords analogues devraient être signés avec la Serbie, le Monténégro et l'ex-République yougoslave de Macédoine. Un accord sur l'échange de données d'expérience et de formations en matière de détection et de répression a été conclu avec l'Estonie. La conduite d'enquêtes conjointes est décidée au cas par cas, après examen approfondi de la situation et de la nécessité de constituer une équipe.

La Bulgarie a également fait état du cadre international qu'elle est tenue de respecter en ce qui concerne l'utilisation de techniques d'enquête spéciales, notamment la Convention d'application de l'Accord de Schengen de 1985; la Convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale adoptée par l'Union européenne en 2000; le deuxième Protocole additionnel à la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale de 1959; et la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes. Chacun des accords bilatéraux mentionnés ci-dessus contient des dispositions sur l'utilisation de techniques d'enquête spéciales. La loi sur les moyens de renseignement spéciaux constitue le cadre juridique national régissant les questions pertinentes à cet égard. De plus, 11 livraisons surveillées ont été réalisées en 2007, 3 en 2008 et 14 en 2009.

Les suggestions suivantes visent à aider les autorités nationales à renforcer et à rendre plus efficaces les mécanismes de coopération internationale:

- Continuer d'étudier la possibilité de participer activement à des arrangements d'extradition bilatéraux et multilatéraux avec des pays étrangers (en particulier non européens) afin d'accroître l'efficacité de l'extradition, bien que le système d'extradition national ne soit pas subordonné à l'existence d'un traité;
- Étudier la possibilité d'assouplir la stricte application de l'exigence de la double incrimination pour les infractions visées par la Convention des Nations Unies contre la corruption qui ne sont pas déjà concernées par l'exécution des mandats d'arrêt européens, conformément au paragraphe 2 de l'article 44 de la Convention;
- Continuer de veiller à ce que les infractions créées en application de la Convention des Nations Unies contre la corruption ne soient pas considérées

comme des infractions à caractère politique ou identifiées comme telles, ce qui pourrait empêcher l'extradition de leurs auteurs;

- Ne pas relâcher les efforts visant à réduire au maximum la durée de la procédure d'extradition;
- Renforcer encore les moyens et l'efficacité du Système d'information unifié qui constitue le mécanisme central de collecte, de traitement et de diffusion des informations et statistiques sur les aspects opérationnels des procédures d'extradition et d'entraide judiciaire, et poursuivre les efforts visant à créer un nouveau système d'intégration des services de poursuite permettant de compiler des statistiques et de produire des rapports thématiques à partir de celles-ci;
- Envisager d'allouer des ressources supplémentaires au renforcement de l'efficacité et des moyens des mécanismes de coopération internationale.

Indonésie

Système juridique

Le système juridique indonésien est un système de droit romaniste hérité du régime colonial néerlandais. Pour des raisons historiques, trois systèmes distincts coexistent dans l'Indonésie contemporaine: l'*adat* (droit coutumier), le droit colonial néerlandais et le droit musulman.

La Convention des Nations Unies contre la corruption a été incorporée dans le système juridique indonésien par la loi n° 7/2006 portant ratification de la Convention. Cette loi se situe au-dessous de la Constitution mais au même niveau que les autres lois.

Incrimination, détection et répression

Incrimination

Les infractions établies en vertu de la Convention figurent principalement dans la loi n° 31/1999 sur l'élimination de la corruption, modifiée par la loi n° 20/2001, dans le Code pénal et dans la loi n° 8/2010 sur la prévention et l'élimination du blanchiment d'argent.

L'Indonésie a érigé en infraction un grand nombre d'infractions touchant à la corruption et d'infractions connexes, notamment la corruption active et passive de fonctionnaires nationaux, l'abus de fonctions, la participation à une infraction et la tentative d'infraction, la soustraction de biens dans les secteurs public et privé, le blanchiment du produit du crime et le recel. Toute une série d'infractions, notamment celles commises à l'étranger et passibles d'une peine d'emprisonnement de quatre ans ou plus, sont considérées comme infractions principales concernant le blanchiment d'argent.

Pour ce qui est de la responsabilité des personnes morales, les autorités indonésiennes ont reconnu que la loi en la matière restait rudimentaire et réaffirmé

qu'elles s'engageaient à en élargir l'application. Les examinateurs ont salué cette évaluation et cet engagement.

La législation indonésienne ne contient pas de définition générale de l'abus de fonctions, bien que les dispositions existantes recouvrent la plus grande partie de cette définition. Il a été observé que les textes pertinents exigeaient qu'il y ait volonté d'enrichissement, ce qui suppose de recevoir un avantage matériel, alors que la Convention, plus large, couvre tous les avantages, matériels ou non. L'article 3 de la loi n° 31/1999 fait référence aux effets néfastes du comportement sur les finances de l'État. La nécessité de démontrer le préjudice subi par l'État peut entraver la lutte contre la corruption.

Les examinateurs ont noté que l'abus de fonctions était passible de l'emprisonnement à vie alors que la corruption était passible d'un à cinq ans d'emprisonnement. Cette différence pourrait justifier une réévaluation des peines.

La corruption d'agents publics étrangers et de fonctionnaires d'organisations internationales publiques, le trafic d'influence, l'enrichissement illicite et la corruption dans le secteur privé n'ont pas encore été érigés en infraction. Il est envisagé de le faire dans le projet de loi sur l'élimination de la corruption et celui sur la confiscation d'avoirs. Les examinateurs ont insisté sur la nécessité de poursuivre ce processus.

Les recommandations suivantes ont été formulées pour renforcer et améliorer les dispositions actuelles sur l'incrimination:

- Envisager de réévaluer les peines applicables aux infractions de corruption et de soustraction de biens;
- Incriminer la corruption active d'agents publics étrangers et de fonctionnaires d'organisations internationales publiques et envisager d'incriminer la corruption passive de ces personnes;
- Supprimer les articles 12B et 12C de la loi n° 31/1999 modifiée par la loi n° 20/2001, qui présentent un problème de conformité avec les articles 15 et 37 de la Convention, le premier en définissant une forme aggravée de corruption et le second en prévoyant l'immunité de l'agent déclarant dans les 30 jours avoir reçu un pot-de-vin;
- Veiller à ce que la terminologie employée dans la législation sur la soustraction de biens désigne clairement tout bien ou toute autre chose de valeur, conformément à l'article 17 de la Convention;
- Veiller à ce que les dispositions existantes sur l'abus de fonctions couvrent aussi les avantages non matériels, et envisager de supprimer de la législation toute référence au préjudice subi par l'État.

Détection et répression

Les dispositions juridiques concernant les enquêtes et les poursuites en matière de corruption et d'infractions connexes se trouvent principalement dans le Code de procédure pénale et le Code pénal indonésiens.

Les fonctions d'enquête sont assurées par la KPK (Commission pour l'élimination de la corruption), l'AGO (Bureau du Procureur général) et la police. La Commission

est en principe compétente pour les affaires de haut niveau. Pour les autres procédures, le Bureau du Procureur a la compétence principale mais la Commission a le pouvoir de superviser la procédure ou de s'en charger. La police enquête également sur les infractions de corruption. La Commission peut enquêter sur certaines catégories de hauts fonctionnaires sans demander préalablement l'approbation écrite du Ministre de l'intérieur ou du Président. Les actions de lutte contre la corruption menées par la Commission, le Bureau du Procureur et la police sont appuyées par le PPATK (Service indonésien de renseignement financier).

La Commission pour l'élimination de la corruption a un accès privilégié aux informations bancaires. Pour les autres organismes, le Président de la Banque centrale "peut délivrer une permission" (art. 2 de la loi n° 8/1998).

La Commission est tenue de poursuivre lorsqu'elle enquête. Cependant, toutes les affaires traitées par le Bureau du Procureur ne sont pas portées devant un tribunal. Ses pouvoirs discrétionnaires permettent de ne pas donner suite faute de preuves, dans l'intérêt public ou s'il s'agit d'une infraction mineure. En particulier, il peut être prié d'abandonner un dossier afin de protéger l'intérêt public même si les poursuites sont fondées (*deponering*). Cette pratique apparemment contraire à l'esprit de la Convention risque de donner l'impression d'une ingérence politique et d'aboutir à un résultat insatisfaisant pour l'ensemble des intéressés. Les examinateurs ont reconnu qu'elle était rarement appliquée dans la pratique mais elle peut l'être en principe et donner lieu à des abus dans une affaire de corruption. Les examinateurs ont recommandé que cette question soit examinée lors de la révision de la loi de lutte contre la corruption.

Les cas de corruption mineure impliquant des agents de police ne sont pas portés devant les tribunaux mais examinés par une commission d'éthique interne.

La prescription ne peut être suspendue. Elle court à compter du moment où l'infraction est commise. Pour la corruption et les infractions connexes, la prescription est de 12 ans (infractions passibles de plus de trois ans d'emprisonnement) ou 18 ans (infractions passibles d'emprisonnement à vie).

Les dispositions concernant l'entrave au bon fonctionnement de la justice sont jugées satisfaisantes. Cependant, il est rarement possible de porter devant les tribunaux des affaires concernant l'entrave au bon fonctionnement de la justice.

Les procureurs n'ont pas le pouvoir de proposer une réduction de peine ni de garantir l'immunité de poursuites à une personne ayant apporté une collaboration substantielle dans le cadre d'une enquête ou de poursuites concernant une affaire de corruption. Ils peuvent seulement prendre note de cette coopération et adresser une recommandation au juge, qui prend la décision finale en ce qui concerne la peine.

La loi n° 43/1999 sur les agents de l'État dispose que le fonctionnaire soupçonné d'avoir commis une infraction est suspendu provisoirement de ses fonctions, et révoqué s'il est reconnu coupable d'une infraction punissable de quatre ans d'emprisonnement ou plus. La loi n° 19/2003 sur les entreprises d'État et la loi n° 19/2003 sur les sociétés à responsabilité limitée interdisent à toute personne reconnue coupable de corruption d'exercer des fonctions dans ces établissements.

Les témoins, les experts et les victimes sont protégés en vertu de la loi n° 13/2006 sur la protection des témoins et des victimes. Le LSPK (Organisme de protection des témoins) a été créé pour assurer leur protection. Le Code de procédure pénale

dispose qu'une personne subissant un préjudice en raison d'une infraction a le droit de déposer une demande d'indemnisation durant la procédure pénale.

Les recommandations suivantes ont été formulées pour renforcer ou améliorer la législation existante:

- Envisager de charger les tribunaux pénaux de poursuivre les agents de police auteurs de corruption mineure;
- Envisager d'établir des procédures permettant de suspendre un fonctionnaire accusé d'une infraction établie conformément à la Convention pendant l'enquête et de le révoquer après condamnation;
- Envisager d'examiner les pouvoirs du Service de renseignement financier en matière de collecte d'informations eu égard à la loi n° 8/2010, en tenant compte des bonnes pratiques d'autres pays;
- Envisager d'effectuer une étude sur la mise en place de dispositions concernant l'entrave au bon fonctionnement de la justice afin de répertorier les problèmes d'application et les nécessités en matière d'assistance technique;
- Envisager de modifier le régime de prescriptions de sorte que i) la période ne commence que lorsque l'infraction a été portée à la connaissance du procureur, et ii) elle s'interrompe si le contrevenant présumé a tenté de se soustraire à la justice;
- Envisager de permettre également au Bureau du Procureur et à la police d'enquêter sur des hauts fonctionnaires sans devoir demander d'autorisation préalable;
- Envisager de supprimer le pouvoir qu'a l'enquêteur de commuer un emprisonnement en assignation à résidence, ou de l'assortir d'une supervision judiciaire stricte;
- Assurer une administration complète des biens saisis, gelés ou confisqués;
- Veiller à ce que la gravité de l'infraction de corruption soit prise en compte lors de l'examen d'une demande de libération anticipée pour bonne conduite;
- Assurer la protection des dénonciateurs;
- Envisager de prendre des mesures supplémentaires pour que la corruption puisse être considérée comme un élément pertinent dans une procédure juridique visant à annuler ou résilier un contrat, retirer une concession ou d'autres instruments similaires, ou prendre toute autre mesure corrective;
- Veiller à ce que les personnes physiques ou morales lésées par un acte de corruption aient le droit d'engager des poursuites contre les responsables de ce préjudice pour obtenir compensation sans devoir attendre l'issue de l'action pénale;
- Envisager la possibilité de garantir l'absence ou la réduction de sanctions aux auteurs d'infraction de corruption coopérant spontanément et activement avec les autorités de détection et de répression;

- Veiller à ce que le secret bancaire puisse être contourné efficacement par les organismes compétents.

Coopération internationale

Extradition

Les conditions et procédures régissant l'extradition entre l'Indonésie et les autres pays figurent dans la loi n° 1/1979 sur l'extradition. La double incrimination est une condition de l'extradition.

L'extradition par l'Indonésie est soumise à l'existence d'un traité. En l'absence de traité, l'extradition peut se faire s'il existe une "bonne relation et si l'intérêt de la République d'Indonésie l'exige". L'Indonésie peut accorder l'extradition sur la base de la Convention si l'État requérant est partie à celle-ci. L'Indonésie a conclu plusieurs accords d'extradition bilatéraux avec des pays voisins.

L'extradition se fait pour les infractions énumérées comme pouvant en faire l'objet. Pour les demandes portant sur d'autres infractions, l'extradition peut se faire sur la base de la "politique" de l'État partie requis. L'extradition ne sera pas refusée au seul motif que l'infraction est considérée comme étant liée à des questions fiscales.

L'extradition ne peut se faire en cas d'infraction à caractère politique. Exceptionnellement, l'extradition peut se faire pour certains types d'infractions politiques, seulement s'il y a un accord entre l'Indonésie et le pays concerné.

En principe, l'Indonésie n'extrade pas ses nationaux. Exceptionnellement, l'extradition peut se faire si l'intéressé peut bénéficier d'un jugement plus favorable là où l'infraction a été commise.

Dans l'ensemble, l'Indonésie dispose d'un grand nombre de mesures exigées par la Convention. Les mesures suivantes pourraient renforcer encore les procédures d'extradition existantes:

- Envisager de préciser dans la législation un délai pour la décision d'extradition, afin d'assurer une procédure plus rapide;
- Veiller à ce que l'opportunité d'engager des poursuites en Indonésie soit envisagée lorsque l'extradition d'un national est refusée;
- Pour ce qui est des demandes d'extradition d'un national liées à l'exécution d'une peine, veiller à ce que la peine soit exécutée en Indonésie si l'extradition est refusée.

Entraide judiciaire

Les conditions et procédures régissant l'entraide judiciaire se trouvent dans la loi n° 1/2006 sur l'entraide judiciaire en matière pénale. Outre le Traité de l'ASEAN sur l'entraide judiciaire en matière pénale, l'Indonésie est liée par deux accords bilatéraux, avec l'Australie et la République populaire de Chine.

L'entraide judiciaire est accordée sur la base de l'existence d'un traité. En l'absence de traité, l'entraide judiciaire peut être fournie "sur la base d'une bonne relation et

du principe de la réciprocité”. Elle peut être accordée en l’absence de double incrimination.

L’entraide judiciaire n’existe pas en ce qui concerne les personnes morales. Il est envisagé de la prévoir dans le projet de loi sur l’entraide judiciaire en matière pénale.

Les demandes doivent être adressées à l’autorité centrale (le Ministère de la justice et des droits de l’homme), qui transmet à la Commission pour l’élimination de la corruption toutes les demandes la concernant. Le délai d’exécution souhaité doit être précisé dans la demande. En pratique, l’Indonésie demande des précisions à l’État requérant si ce n’est pas le cas. Si les informations fournies ne suffisent pas pour donner suite à la demande, l’Indonésie peut demander un complément d’information.

L’Indonésie a donné suite à toutes les demandes d’entraide judiciaire qu’elle a reçues.

Globalement, l’Indonésie a mis en place la plupart des mesures requises par la Convention. Les mesures suivantes pourraient renforcer encore les procédures d’entraide judiciaire existantes:

- Étudier la possibilité de réexaminer les conditions dans lesquelles l’entraide judiciaire peut être accordée en l’absence de traité afin de permettre au moins que des mesures non coercitives d’entraide judiciaire soient prévues;
- Permettre l’entraide judiciaire dans le cas d’infractions pour lesquelles une personne morale peut être tenue responsable;
- Faire en sorte que des informations puissent être transmises à un autre État partie sans demande préalable;
- Étudier la possibilité de donner aux autorités compétentes (Police nationale, Bureau du Procureur général, Commission pour l’élimination de la corruption) le pouvoir de contourner le secret bancaire dans le cadre de demandes d’entraide judiciaire;
- Étudier la possibilité de désigner la Commission pour l’élimination de la corruption comme autorité centrale pour l’ensemble des affaires de corruption;
- Conformément à la pratique, préciser dans la législation que le délai d’exécution souhaité ne doit pas impérativement être précisé dans la demande et que l’Indonésie consultera l’État requérant si les informations qui y figurent ne sont pas suffisantes pour y donner suite;
- Étudier la possibilité de faire en sorte que l’exécution d’une demande puisse être reportée au motif qu’elle interfère avec une enquête, des poursuites ou une procédure judiciaire menées en Indonésie;
- Faire en sorte que l’entraide judiciaire ne puisse être refusée au motif qu’elle peut constituer une charge pour l’État, en prévoyant que le coût en sera supporté par l’État requis à moins qu’il en soit convenu autrement;
- Faire en sorte que la pratique de transmettre à l’État requis des informations accessibles au public soit mentionnée dans la législation;

- Étudier la possibilité de transmettre à l'État requis des informations et des documents non accessibles au public.

Coopération en matière de détection et de répression

Les services indonésiens de détection et de répression sont tenus d'échanger des informations entre eux et avec leurs homologues étrangers. L'Indonésie a conclu des accords bilatéraux avec 15 pays et en négocie avec 5 autres pays. L'Indonésie n'a conclu aucun accord bilatéral ni multilatéral sur le transfert des personnes condamnées.

La Commission pour l'élimination de la corruption a établi un partenariat formel avec 20 organismes de 15 pays. Le Service indonésien de renseignement financier a coopéré avec 30 services de renseignement financier d'autres pays. La police a participé à plusieurs enquêtes conjointes dans le cadre d'affaires de terrorisme. Certaines enquêtes concernant des affaires de corruption ont été menées conjointement par la Commission pour l'élimination de la corruption et d'autres organismes étrangers. L'Indonésie doit cependant renforcer les enquêtes conjointes concernant les affaires de corruption.

Des agents de liaison de la Police indonésienne et des procureurs indonésiens sont en poste dans 20 pays dans le cadre d'accords bilatéraux. Quinze pays ont des attachés de police à Jakarta. La Police indonésienne a conclu sept accords de coopération avec des services de détection et de répression étrangers.

Les examinateurs ont souligné qu'il importerait de renforcer la confiance du public envers la police avant d'envisager de l'habiliter à intercepter les communications au stade de l'enquête dans le cadre d'affaires de corruption.

Conclusions générales

Depuis la restauration de la démocratie en 1999, l'Indonésie s'est attaquée avec détermination à la corruption en adoptant des lois et en créant la Commission pour l'élimination de la corruption, qui a le pouvoir d'enquêter et de poursuivre. Il existe une forte volonté politique d'éradiquer la corruption tant dans le secteur public que dans le secteur privé. Les stratégies nationales et plans d'action pour l'élimination de la corruption 2010-2025, élaborés par le Gouvernement en consultation avec divers représentants de la société civile, définissent des actions stratégiques destinées à accélérer l'élimination de la corruption et notamment des mesures d'application de la Convention en Indonésie.

Un projet de loi sur l'élimination de la corruption est en préparation, ainsi que d'autres textes sur la confiscation sans condamnation, l'extradition, l'entraide judiciaire et la Commission pour l'élimination de la corruption. La nécessité de modifier les lois régissant ces questions se justifie ou s'explique à la lecture des conclusions qui précèdent.

Bonnes pratiques

La Commission pour l'élimination de la corruption et les tribunaux anticorruption sont considérés comme une bonne pratique eu égard à leurs capacités, à leur mandat et aux résultats positifs de leur travail.

Créée en 2002, la Commission est un organe public indépendant traitant des affaires de corruption de haut niveau. Elle semble avoir l'indépendance nécessaire et des pouvoirs considérables en vertu de la loi n° 30/2002 sur la Commission pour l'élimination des actes criminels de corruption. Elle a poursuivi d'anciens ministres, des membres du Parlement, de hauts fonctionnaires, des maires, des directeurs de société et un de ses propres agents. Elle jouit d'une grande confiance du public et d'un grand respect des services de détection et de répression et des organisations non gouvernementales au niveau international. Les examinateurs ont recommandé que toute modification éventuelle de la législation sur l'élimination de la corruption préserve le mandat légal de la Commission en matière d'enquêtes et de poursuites concernant les affaires de corruption.

Les tribunaux anticorruption se sont avérés être des partenaires efficaces de la Commission dans le traitement des affaires de corruption. Le premier tribunal anticorruption a été établi à Jakarta par la loi n° 30/2002 pour connaître des affaires portées devant lui par la Commission. Depuis 2010, d'autres tribunaux anticorruption ont été créés dans l'ensemble du pays. Il y en aura 33 en tout à la fin de 2012. Les examinateurs ont pleinement appuyé le projet du Gouvernement d'augmenter le nombre de ces tribunaux de sorte qu'ils puissent traiter non seulement les affaires renvoyées par la Commission mais aussi l'ensemble des affaires.

Enjeux

Les examinateurs ont conclu que le principal enjeu de l'application résidait dans la coopération entre les organismes chargés de l'exécution: la Commission pour l'élimination de la corruption, le Bureau du Procureur et la police. Ils se sont félicités de la prise de conscience par ces organismes des difficultés que pose le manque de coopération et de coordination et de leur volonté d'attaquer ces difficultés de manière constructive afin de les surmonter. Il importe au plus haut point de prendre des mesures supplémentaires pour améliorer et renforcer la coopération et la coordination.

Les examinateurs ont souligné que la coopération serait renforcée s'il était procédé à une analyse générale de l'état de la corruption, de sa structure, de sa dynamique et de ses tendances, ainsi que des activités de détection et de prévention, afin de définir les grandes orientations que doit suivre la lutte contre la corruption. À cette fin, il convient de disposer de statistiques centralisées et de rapports consolidés par un seul organisme concernant les affaires de corruption, et de réunir régulièrement des conseils de coordination des services de détection et de répression et des organes de contrôle.

Assistance technique

Une assistance technique serait utile à l'Indonésie dans les domaines suivants: incrimination de la corruption d'agents publics étrangers et de fonctionnaires d'organisations internationales publiques, responsabilité des personnes morales, entrave au bon fonctionnement de la justice, transfert des procédures pénales, enquêtes conjointes, utilisation de techniques d'enquête spéciales et entraide judiciaire. Un besoin d'assistance technique existe également pour la formation des enquêteurs et des procureurs à la méthode "suivre l'argent à la trace" et pour la

promotion d'une utilisation accrue de la législation de lutte contre le blanchiment d'agent.

Obligations en matière de communication d'informations et de notification

Les examinateurs ont invité l'Indonésie à s'acquitter de son obligation de notification visée aux articles 23-2 e) et 44-6 a) de la Convention.
